

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 12 ET DE LA CDP/RDP 2: MERCREDI 15 NOVEMBRE 2006

Mercredi, le segment de haut niveau conjoint de la CdP et de la Cdp/RdP a commencé par des allocutions liminaires, suivies par plus de 40 déclarations présentées par les ministres et les chefs de délégation, les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées. En outre, le second atelier du "Dialogue sur l'action de coopération à long terme pour traiter les changements climatiques à travers l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention" a entamé ses travaux. Des consultations informelles ont également été tenues sur le MDP.

SEGMENT DE HAUT NIVEAU CONJOINT

OUVERTURE DE LA REUNION: Kivutha Kibwana, président de la CdP et de la Cdp/RdP, a ouvert le segment de haut niveau conjoint. Il a identifié les changements climatiques comme étant un immense défi pour l'Afrique, a déclaré que le processus climatique tirerait profit plutôt de l'encouragement que de la vilipende des pays extérieurs au Protocole, et a mis en relief les progrès accomplis sur l'adaptation.

Le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, a mis en exergue la santé, la sécurité alimentaire et les risques posés à l'eau, associés aux changements climatiques. Il a identifié l'adaptation comme étant une question de survie pour les pauvres, a appelé à l'intégration des risques climatiques dans les stratégies et programmes des OMD et a placé les changements climatiques parmi les diverses menaces mondiales telles que les conflits armés, la pauvreté et la prolifération des armes. Il a annoncé le Cadre de Nairobi pour le soutien de la participation des pays en développement dans le MDP, en particulier en Afrique, et l'initiative conjointe PNUD-PNUE visant à aider les pays à mettre en facteur les changements climatiques dans les plans de développement nationaux. Il a déclaré que le Protocole de Kyoto, pour crucial qu'il puisse être, n'est qu'un premier petit pas et a fait état d'une absence "effrayante" de leadership. Il a également appelé les électeurs à faire des changements climatiques un enjeu des élections.

Moritz Leuenberger, président de la Confédération suisse, a plaidé pour la mise en place d'une taxe internationale sur le carbone, imposable aux personnes et aux entreprises, sur la base du principe "pollueur payeur." Il a déclaré que la taxe compenserait l'injustice des changements climatiques et a souligné que même les pays les plus puissants ne sont pas en mesure, chacun à lui seul, de faire face aux conséquences des changements climatiques.

Mwai Kibaki, le résident du Kenya, a mis l'accent sur la menace que posent les changements climatiques en Afrique. Il a déclaré que le point jusqu'auquel les pays en développement pourraient s'acquitter de leurs obligations dépendra du soutien apporté par les pays industrialisés. Il a souligné l'importance du Fonds d'Adaptation et de la répartition équitable des projets inscrits dans le cadre du MDP.

DECLARATIONS DES ORGANES ET INSTITUTIONS

DES NATIONS UNIES: Mettant en exergue les appels d'ordres scientifique et politique à s'attaquer au problème des changements climatiques, le représentant de la CCNUCC a souligné que le régime futur devrait mettre en œuvre des mesures encourageant le placement du développement et de l'investissement sur une voie plus écologique au moyen d'une "convention climatique autofinancée." Le PNUE a déclaré que l'Afrique est "du côté des récipi-

endaires des changements climatiques," et a souligné que l'action de la société civile contre les changements climatiques ne devrait pas être découragée, dans l'attente des résultats des négociations. Le FEM a mis en relief ses qualifications de gérer le Fonds d'adaptation. Le GIEC a demandé à la communauté politique d'examiner les implications du RE4 attendu prochainement, pour les politiques nationales et régionales. La BANQUE MONDIALE a présenté un rapport sur les activités pertinentes, y compris les projets d'électrification à faible production de dioxyde de carbone, en Afrique. Le porte-parole de la CCD a mis l'accent sur les liens entre les changements climatiques et la désertification, et les opportunités de fixation du carbone offertes par les agroécosystèmes. La CDB a appelé à des synergies plus importantes entre les conventions de Rio. L'OMM a souligné le rôle des services météorologiques.

DECLARATIONS DES PAYS: Les parties ont présenté leurs réflexions sur une large gamme de sujets, notamment, le transfert des technologies, les ressources adéquates et le financement innovant, la création des capacités, les partenariats avec les institutions locales, la répartition plus équitable des projets inscrits dans le cadre du MDP et les divers éléments de l'approche "à voies multiples" concernant l'action à long terme. Plusieurs parties ont également souligné le justificatif économique de l'action précoce, y compris l'étude de Stern. Les ministres ont également présenté des rapports sur les réponses nationales.

L'Afrique du Sud, au nom du G-77/CHINE, a mis l'accent sur l'adaptation et sur les effets défavorables des mesures de réactivité. Au sujet de l'action future, elle a indiqué que les pays industrialisés devraient d'abord fixer un plafond à leurs émissions, tandis que les pays en développement devraient d'abord être "habilités."

La Finlande, au nom de l'UE, a parlé des dangers du retardement de l'action, soulignant qu'elle ne cherchait pas à imposer des objectifs contraignants aux pays en développement mais à explorer une gamme d'options.

Le Bangladesh, au nom des PMA, a mis l'accent sur l'adaptation, le MDP, la micro-finance et la compensation de ceux qui sont touchés par les changements climatiques. Tuvalu, au nom de l'AOSIS, a encouragé la fourniture d'une aide opportune aux pays en développement.

De nombreuses parties ont encouragé une plus grande concentration sur l'adaptation, et le GROUPE AFRICAIN et l'ARABIE SAOUDITE ont fait part de leur déception quant à la lenteur des progrès sur la question du transfert des technologies. La JAMAÏQUE et le MALAWI ont encouragé la révision du Cadre de l'affectation des ressources du FEM.

Au sujet des plans futurs, l'ALLEMAGNE a souhaité voir l'UE réduire, d'ici 2020, ses émissions de 30% par rapport à leurs niveaux de 1990, et s'est déclarée prête à réduire de 40% ses propres émissions, d'ici là. La FRANCE a annoncé la tenue, au mois de février 2007, d'une réunion consacrée au futur régime des changements climatiques. Le DANEMARK a encouragé la manifestation d'une volonté politique "non pas dans les discours, mais sur la table des négociation," et "non pas dans le futur, mais maintenant." L'Australie a déclaré que le nouveau cadre doit englober l'ensemble des principales économies.

L'IRAN a demandé à la CdP de prendre en considération le rôle de l'énergie nucléaire. Le ROYAUME-UNI a encouragé l'établissement d'un lien entre les divers schémas d'échange des droits d'émissions. La CE a annoncé un premier transfert de 80 millions d'euros dans le cadre de son Fonds mondial pour l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable pour les projets relevant du MDP dans les pays en développement, en particulier, en Afrique.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>, a été rédigé par Suzanne Carter, Xenya Cherny Scanlon, Peter Doran, Ph.D., María Gutiérrez, Miquel Muñoz et Chris Spence. Edition numérique: Dan Birchall. Version française: Mongi Gadhouch. Edition en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service d'Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID)), le ministère danois des affaires étrangères, le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), et la direction générale de la protection de la nature, du ministère italien de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2006, par: le programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, SWAN International, le ministère japonais de l'environnement (par le biais de l'Institut des stratégies environnementales globales - IGES) et le ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie (par le biais de l'Institut mondial de recherche sur le progrès industriel et social - GISPRI, qui fournit le ENB en japonais, à cette réunion). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Le financement de la version espagnole du *Bulletin* a été fourni par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignements, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org> ou par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe du ENB assurant la couverture de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques - Nairobi 2006, est joignable par courriel à <chris@iisd.org>.

Le délégué des ETATS-UNIS a souligné la nécessité de mieux rattacher les objectifs climatiques aux objectifs socioéconomiques "plus immédiats" en vue d'élargir la "coalition pour l'action." Le CANADA a réaffirmé ses engagements en faveur du Protocole et a appelé à une solution globale. La CHINE a encouragé les pays visés à l'Annexe I à s'entendre sur de nouvelles cibles à atteindre en matière de réduction d'émissions. La FEDERATION DE RUSSIE a plaidé pour des engagements volontaires.

Le DANEMARK et la POLOGNE ont fait part de leur volonté d'accueillir de futures CdP et CdP/RdP. Le délégué des PAYS-BAS a annoncé un financement pour les observations climatiques en Afrique, à travers le plan d'action régional du SMOC.

Des enregistrements diffusés sur la toile du segment de haut niveau seront disponibles en ligne à : http://unfccc.int/meetings/cop_12/webcast/items/3882.php

IALOGUE DE LA CCNUCC

Sandea De Wet (Afrique du Sud) a ouvert le second atelier inscrit dans le cadre du Dialogue, rappelant la décision de la CdP de faire en sorte que le dialogue soit aussi informel que possible et appelant à "l'élargissement de l'espace créatif."

RECENTS DEVELOPPEMENTS SURVENUS DANS LES DOMAINES DE L'ECONOMIE ET DE L'INVESTISSEMENT LIES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES:

Nicholas Stern a présenté son étude sur l'économie des changements climatiques, qu'il a identifiée comme étant "le plus grand déficit de marché que le monde ait connu." Il a mis en exergue l'urgence de l'action dans les prochains 10 à 20 ans et a déclaré que les coûts économiques d'une action forte et précoce visant à stabiliser les niveaux atmosphériques des gaz à effet de serre, s'élèveraient à seulement 1% du PIB mondial, soulignant que "l'atténuation est une histoire de croissance." Il a mis en relief l'importance d'objectifs à long terme et de souplesse à court terme, mais également de la persuasion et de l'équité et a mis l'accent sur l'établissement d'interconnexions entre les marchés du carbone, sur la mise au point des technologies et sur l'élaboration de politiques claires. Stern a également mis en exergue des efforts fournis par les pays pour le traitement du problème du déboisement et des liens intimes entre l'adaptation et le développement et a appelé à une augmentation de l'APD et de la R&D mondiale dans le domaine de l'énergie. Il a conclu en mettant en garde contre les graves effets économiques du retardement de l'action et rappelé que les coûts de la résorption des émissions sont en harmonie avec la croissance et qu'il est besoin urgent d'une action décisive et forte.

Répondant aux questions, Stern a souligné, entre autres: qu'il n'y a pas qu'une seule voie pour n'importe quel objectif particulier de stabilisation; l'importance des conditions locales pour l'adaptation; que les PEID ne sont pas traités de manière adéquate dans l'ensemble des modèles climatiques; la nécessité d'impliquer les ministères des finances; l'importance des flux d'investissement créés par les marchés du carbone pour l'établissement de la confiance nécessaire à faire avancer l'accord international; l'exagération des coûts de l'atténuation et de leur impact sur la compétitivité; les accords sectoriels internationaux concernant les industries à haute intensité énergétique; et, que les pays en développement souffrent davantage à cause de leur position géographique et ont des économies moins diversifiées et moins de ressources pour faire face.

Katherine Sierra, Banque mondiale, a présenté un rapport sur le Cadre d'investissement de la Banque dans l'énergie propre et le développement, traitant de la nécessité d'un financement accru à des conditions privilégiées, pour l'électrification en Afrique subsaharienne et d'un soutien accru de l'APD pour l'accès à l'énergie; le rôle des échanges de droits d'émissions dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les besoins en matière de financement; et les options offertes en matière d'investissement. Au sujet de l'adaptation, Elle a déclaré que l'APD et l'investissement privé sont exposés aux risques climatiques et qu'au moins 1 milliard de dollars sera nécessaire pour protéger le portefeuille du développement contre les changements climatiques.

AVANCER LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DE MANIERE DURABLE: Howard Bamsey (Australie) a ouvert la session de l'après-midi. Gao Guangsheng, Comité national pour la coordination de la lutte contre les changements climatiques, Chine, a expliqué que dans le 11e plan quinquennal chinois, la baisse de l'intensité énergétique est prévue au alentours de 20%. Il a souligné les efforts fournis par la Chine dans les domaines de l'énergie et de la foresterie, et a appelé à une coopération financière et technique internationale.

Leon Charles, Coordinateur du Projet climatique, Grenada, a rappelé la dévastation sans précédent et les pertes de vies dues à l'Ouragan Ivan, mettant en exergue le fossé entre les promesses de secours et les contributions réelles, qu'il a comparé au financement fournis dans le cadre de la CCNUCC. Il a cité l'observation

de Stern concernant l'impact potentiellement catastrophique, sur les PEID, d'une élévation de la température de 2°C, et a appelé à ce que l'impact sur les PEID devienne un repère pour la détermination des cibles futures dans le domaine des changements climatiques. Il a appelé également au soutien d'un fonds destiné à aider les PEID à récupérer après les événements météorologiques extrêmes. La JAMAÏQUE a fait état de l'absence de prise en considération des PEID dans la modélisation climatique globale.

Marina Silva, ministre de l'environnement, Brésil, a souligné que la perception qu'une déduction du déboisement est plus facile que la modification de la matrice énergétique dans les pays industrialisés est "injuste." João Paulo Ribeiro Capobianco, ministre de l'environnement du Brésil, a expliqué la proposition brésilienne de fournir des incitations positives pour la réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement, précisant qu'il s'agit là d'une disposition volontaire qui n'implique aucune obligation future et qui ne compte pas dans les cibles de réduction des émissions fixés pour l'Annexe I.

Youba Sokona, Observatoire du Sahara et du Sahel, a appelé à une approche fondée sur "le développement d'abord," en matière de lutte contre les changements climatiques. Notant que la graduation demeure un problème et mettant en relief le besoin d'une coopération à tous les niveaux, il a souhaité voir un engagement communautaire plus large. Répondant aux observations faites, Sokona a déclaré qu'il n'y a pas de contradiction fondamentale à appréhender les changements climatiques dans le cadre des stratégies de développement des pays individuels. Le représentant du secteur de l'entreprise a souligné le rôle de l'industrie dans la divulgation et dans l'avancement des technologies.

Olav Kjørven, PNUD, a souligné: le lien entre les OMD et les risques climatiques, signalant que 40% des activités de développement financées par des donateurs peuvent être objets de risques liés aux changements climatiques; et les perspectives de fusionner les opportunités d'adaptation et d'atténuation à travers, par exemple, la foresterie et la mise en valeur des terres menées au niveau des communautés.

L'ALLEMAGNE a décrit la manière dont les politiques visant à soutenir l'énergie renouvelable peuvent contribuer à la réduction des gaz à effet de serre et à la réalisation du développement durable, y compris la création d'emplois.

CONSULTATIONS INFORMELLES

MDP: Les discussions autour du projet de décision de la CdP/RdP élaboré par les coprésidents sont restées dans l'impasse sur un certain nombre de sujets, notamment les lignes directrices régissant l'éligibilité des projets de boisement/reboisement (B/R), avec des divergences entre certains pays industrialisés et pays en développement sur l'interprétation des décisions de la CdP 9. Les parties ont été invitées à examiner deux approches optionnelles applicables à la requête de soumissions sur la limite fixée pour les activités des petits projets de B/R inscrits dans le cadre du MDP, en vertu de la Décision 6/CMP.1. Une option demanderait aux parties de soumettre leurs points de vue sur l'adéquation de la limite, l'autre inviterait les parties et aux observateurs accrédités de soumettre leurs points de vue sur la possibilité de modifier la limite. Les parties ont débattu aussi d'un appel possible à des soumissions sur le piégeage et la fixation du carbone et sur la nécessité de poursuivre la recherche. Au sujet de la répartition régionale, les parties ont examiné des approches alternatives applicables à l'encouragement des parties visées à l'Annexe I à soutenir les parties non visées à l'Annexe I, en particulier les PMA.

DANS LES ALLEES

Alors que les discours de Kofi Annan et de Nicholas Stern ont, le matin, attiré une foule nombreuse de délégués dans les salles des réunions plénières et autour des téléviseurs de circuit fermé de Gigiri, la séance de l'après-midi consacré au Dialogue de la CCNUCC n'a pas été à la hauteur de toutes les attentes. "Davantage comme un monologue," a suggéré un délégué estimant que trop peu de temps était imparti aux discussions interactives. Cependant, les optimistes ont fait observer que c'était là la première fois que quelques nouvelles propositions étaient présentées de manière formelle.

Dans l'intervalle, la question de savoir quelle entité pourrait abriter le Fonds d'adaptation a été également examinée. Certains prédisent qu'une décision est improbable avant 2007, mais des initiés ont reporté qu'un candidat proéminent a remis le sujet à l'ordre du jour de Nairobi, du moins dans les couloirs, à travers "un lobbying énergétique."